

Programme, conseils, bibliographie

Public concerné

Les candidats doivent estimer individuellement s'ils ont le niveau correspondant à la maîtrise des programmes de Licence 2 de sciences économiques, de fin de deuxième année d'AES, ainsi que d'autres formations à caractère économique de type Bac +2 (DUT, BTS).

Programme

- Les grandes fonctions économiques (production, répartition, dépense) en économie ouverte.
- L'évolution des structures économiques et l'organisation de la production.
- Le progrès technique et l'innovation.
- Les stratégies d'entreprise, la concentration et la concurrence sur les marchés.
- L'économie monétaire et financière : la monnaie, les banques, les systèmes financiers et la politique monétaire.
- Le rôle de l'État : objectifs et instruments de politique économique.
- L'intégration européenne.
- Les grands courants de la pensée économique.
- L'histoire économique de 1945 à nos jours : les grandes tendances.

Conseils de préparation

L'esprit de l'épreuve consiste à :

- Vérifier l'acquisition personnelle de connaissances en économie sur les thèmes mis au programme.
- Vérifier la capacité à exploiter un dossier documentaire. Celui-ci donne des pistes de réflexion à expliciter et à compléter. Rappelons aux candidats qu'il est inutile de recopier ou de paraphraser les documents : les correcteurs ne sont pas dupes et cela n'apporte rien. Les documents présentés servent à aider les candidats à mobiliser rapidement des arguments : ce n'est qu'un éclairage partiel. Il faut utiliser ses connaissances personnelles et ne pas nécessairement adhérer aux positions présentées dans les documents.
- Faire la preuve d'une capacité à présenter de façon logique et organisée des informations : il s'agit d'une dissertation. Cela implique un plan organisé autour d'une idée conductrice avec : introduction, parties, sous-parties et conclusion.

Il n'est pas question de livrer en deux heures une somme exhaustive ; il est cependant attendu des candidats une capacité à faire le tour des grandes idées sur la question posée. Précisons qu'il faut concilier les aspects d'analyse économique (mécanismes, théories) et les faits (la préparation à cette épreuve doit intégrer l'acquisition de connaissances minimales sur les grands traits de l'histoire économique depuis 1945 afin de pouvoir traiter convenablement les sujets) : ce n'est ni un exercice de modélisation, ni un descriptif pur et simple ou une accumulation de faits sans référence aux travaux des sciences économiques.

La consultation des annales des années précédentes, sur le site Internet du concours « Passerelle », est vivement recommandée pour une bonne compréhension des attentes du jury.

Bibliographie

La base de la préparation doit être l'utilisation par les candidats des cours d'économie dont ils ont déjà bénéficié au cours de leurs études en privilégiant les thèmes correspondant au programme.

Ils peuvent compléter leurs connaissances de base en utilisant par exemple :

- L'ouvrage édité chez Nathan sous la direction de C.-D. Echaudemaison, intitulé *L'économie aux concours des grandes écoles* : tout son contenu n'est pas exigible mais il est de qualité. Il permet de se mettre à jour rapidement sur tel ou tel point aussi bien du point de vue de l'analyse que de l'histoire économique.
- Le mensuel *Alternatives économiques* permet de suivre l'actualité à travers des articles et des dossiers de qualité. Il publie chaque année deux hors série, l'un sur l'économie nationale, l'autre sur l'économie mondiale : il y a là un balayage systématique des grands thèmes actuels avec des synthèses et des mises en perspective historique.
- La consultation des numéros des *Cahiers français* à La Documentation française permet de lire quelques articles synthétiques très intéressants.

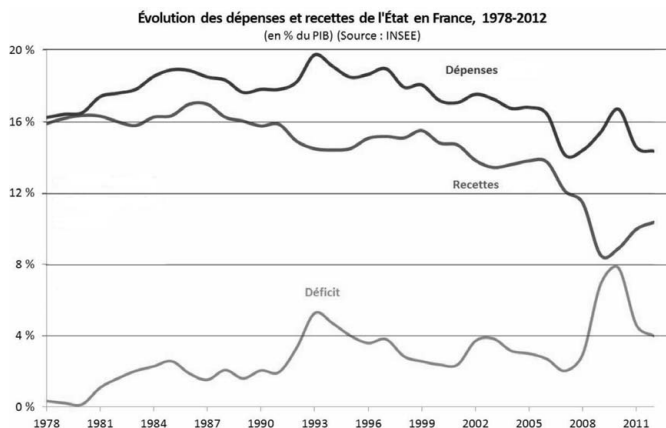
La dette des États a-t-elle des limites ?

Vous répondrez selon un plan logique et clair, en utilisant à la fois vos connaissances personnelles (tant du point de vue de l'analyse économique que de celui des faits) et les informations données par le dossier.

Les documents sont présentés dans un ordre quelconque ; ils ne donnent que quelques pistes. Les paraphraser est inutile.

DOSSIER DOCUMENTAIRE

Document 1



Source : *Alternatives économiques*, hors-série n°91, 4^{ème} trimestre 2011

Document 2

Il est relativement courant de pointer du doigt la permanence des déficits publics français depuis trois décennies et l'ampleur de la dette publique qui en résulte. Il est moins fréquent d'aborder cette question du point de vue des excédents et créances privés qui en constituent la contrepartie.

En effet, la contrepartie de la dette publique réside dans l'existence d'une créance privée d'un montant rigoureusement équivalent. De 1981 à 2010 en France, le montant des déficits publics a été équivalent à la capacité de financement (différence entre le revenu et les dépenses) des ménages [...]

La réduction de la dette publique par l'impôt ou la réduction des dépenses publiques n'est pas impossible, et certains pays ont récemment réussi dans cette voie (Canada, Danemark, Pays-Bas, Suède). Mais l'histoire économique du XX^e siècle enseigne que les principales réductions de dette publique n'ont pas été effectuées par l'impôt mais par l'inflation. Le résultat final est certes le même, mais «l'euthanasie des rentiers» est plus facile à mettre en œuvre que le recours à l'impôt...

Source : B. Schwengler, *Le Monde.fr Économie*, 29.05.2012

Document 3

Plus que jamais les réflexions concernant la dette publique et son risque d'insoutenable sont au centre des débats politiques, économiques et financiers. La crise qui frappe durement l'ensemble du monde a entraîné une hausse vertigineuse des déficits et dettes publics dans la plupart des pays. Afin d'éviter un cataclysme bancaire et limiter l'ampleur de la récession, les États ont mis en place des plans massifs de sauvetage du système financier et des plans de relance de taille importante. À l'impact des politiques budgétaires discrétionnaires de soutien à l'activité, s'ajoute le coût conjoncturel pour les finances publiques des stabilisateurs automatiques (chute des recettes fiscales due à la baisse de l'activité, accélération des prestations sociales liées à la hausse du chômage) qui permettent aux économies d'amortir le choc récessif. Si ces politiques budgétaires contra-cycliques ont été le seul rempart à la crise systémique et à la dépression qui menaçaient l'économie mondiale, elles ont néanmoins un coût. [...]

Tous les pays industrialisés, et plus particulièrement européens, ont ou vont pratiquer des politiques d'austérité sévère (hausse des prélèvements obligatoires, coupes dans les dépenses publiques) pour éponger l'endettement public passé. Si la réduction à moyen terme des déficits publics est essentielle, notamment pour éviter un effet boule de neige de la dette publique (taux d'intérêt durablement supérieur à la croissance nominale), il n'en reste pas moins que ces politiques budgétaires restrictives, adoptées parfois dans l'urgence pour satisfaire les marchés financiers, et leur synchronisation dans la plupart des économies industrialisées, vont avoir un impact fort sur la croissance.

Source : M. Plane, « Dette publique, richesse et croissance », Economie et Management, n°140, juin 2011

Document 4

Le niveau actuel de la dette la rend impossible à rembourser : la Grèce ne pourra pas rembourser la sienne, les particuliers trop endettés - comme les étudiants américains endettés jusqu'au cou pour leur éducation et qui, pris au piège par les banques, n'arrivent pas à trouver de travail - ne pourront pas honorer leurs créances.

La question n'est pas de savoir si la dette sera annulée, mais plutôt dans quelles proportions, dans quelles conditions et à quelles fins. [...]. Ce serait salutaire, car cela allègerait quantité de souffrances humaines et rappellerait que l'argent n'est pas sacré et que payer ses dettes n'est pas l'essence de la morale.

Cela viendra-t-il d'en bas, du fait de la pression politique exercée par des mouvements populaires, ou d'en haut, de manière à préserver au maximum les inégalités sociales existantes avec un minimum de changements? C'est là que se situe le vrai combat aujourd'hui.

Source : D. Graeber, Interview dans BibliObs, 16/11/2013

Document 5

Lorsque l'économie va mal, faut-il intervenir massivement pour relancer la croissance ou au contraire maîtriser les dépenses publiques et assainir l'économie pour qu'elle reparte sur des bases nettes. Une chose est sûre, si l'on est cohérent, on ne passe pas de l'une à l'autre en l'espace d'un an !

Ce que l'on doit faire, et ce n'est pas idéologique, c'est ce qui nous permet de sortir de cette crise. Ici, deux camps s'opposent fermement. D'un côté Stiglitz, prix Nobel très critique à l'égard du marché, de l'autre, les économistes dits « libéraux », très critiques à l'égard de l'État. L'opposition porte sur une question de priorité : faut-il prendre le risque d'augmenter les déficits publics pour soutenir une faible croissance ou réduire ces déficits au risque de détruire la croissance ?

Source : www.lesechos.fr, 26 mai 2010